

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

Lundi 10 décembre 2018

Nous sommes toutes et tous des Gilets jaunes... et ce n'est qu'un début !

Alors, cela donne quoi, les preuves d'amour de Macron ? Pour commencer, un long préambule menaçant : il donnera des « *instructions les plus rigoureuses, par tous les moyens... pour le retour au calme et l'ordre* ». Donc répression, encore et toujours. Ensuite, quelques trémolos, avant LA mesure censée nous calmer : 100 euros d'augmentation du smic, mais attention : « *sans qu'il en coûte un seul euro de plus pour l'employeur* ». Ah bon ? Ce sera donc à nous de nous payer nous-mêmes, par nos impôts ? Ensuite, pas d'impôt sur les heures sups. Mais ce que veulent les gilets jaunes, c'est l'augmentation de tous les salaires, de 300 euros, sans heures sups ! Enfin, une « *prime de fin d'année* » pour les petits salaires, bref une aumône... mais là encore, « *pour les employeurs qui le peuvent* ». Et pour finir, pas question de revenir sur la suppression de l'ISF. Voilà, les riches et le patronat seront rassurés.

Pour résumer : pas de quoi, et de loin, calmer la colère et la détermination sur les ronds-points et les barrages. Et sur le fond, le président des riches récidive : d'un côté des miettes et de l'enfumage, de l'autre la guerre déclarée à nos enfants avec lacrymogènes, gardes à vue, genoux à terre et mains derrière la tête. D'un côté la fausse contrition de la panique, de l'autre l'état de guerre provocateur contre les manifestants : samedi 8 décembre, 89 000 policiers et gendarmes mobilisés, avec blindés et hélicoptères pour quadriller la capitale, fermeture de stations et de lignes de transport dans les grandes villes, arrestations préventives par centaines, comparutions immédiates, etc.

Panique et manœuvres gouvernementales

Après des semaines de mépris affiché, le gouvernement cherche à tout prix un moyen d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué. Il a convoqué en ce sens tout ce que le pays compte comme autorités instituées petites ou grandes. Du Medef aux directions syndicales, en passant par les élus locaux et les vedettes du show-biz. Des BHL aux Cyril Hanouna, ce nouveau parti de l'ordre est censé sommer les Gilets jaunes de rentrer chez eux. Sans parler de Marine Le Pen et autres Dupont-Aignan qui, ayant été marginalisés dans le mouvement, voudraient bien le dévoyer en ciblant mensongèrement les immigrés, tout en refusant soigneusement les revendications ouvrières.

Quant à Laurent Berger ou Philippe Martinez, et certains autres dirigeants confédéraux, ils se sont payé le déshonneur de se désolidariser des Gilets jaunes en jouant le jeu pipé de la concertation

gouvernementale. Heureusement, ils sont contestés eux aussi par des militants syndicaux de la base, de plus en plus nombreux à rejoindre les Gilets jaunes.

On lâche rien

Mais pour les centaines de milliers de travailleurs, qui depuis des semaines, malgré la diversité de leur statut et de leur situation, portent tous le même gilet jaune sur leurs barrages, et lors de chaque samedi de manifestation sur les Champs-Élysées ou dans les grandes villes de province, pas question de lâcher prise alors que le pouvoir est aux abois.

Depuis la lutte contre la hausse de la taxe sur le carburant (supprimée la semaine dernière), la contestation s'est élargie à des centaines de revendications. Contrairement à la propagande gouvernementale, elles ne sont pas « hétéroclites ». Bien au contraire, elles expriment dans leur multiplicité la même colère face à la vie chère, l'injustice sociale et le gouvernement des riches. Vivre dignement et pas survivre, c'est ce que veulent les Gilets jaunes qui n'entendent pas rentrer chez eux en échange de poudre aux yeux.

Tous ensemble

C'est cette détermination des Gilets jaunes qui a encouragé d'autres franges de la population à entrer dans le conflit : la semaine dernière, étudiants et lycéens ont commencé à bloquer par milliers leurs établissements et à manifester dans les rues, à la fois en soutien aux Gilets jaunes mais aussi pour protester contre les réformes dans l'Éducation. À nous, dans les entreprises, de rejoindre le mouvement pour que 50 ans après mai 68, l'automne/hiver 2018 marque une première grande victoire de notre camp social.

Hier les bureaux, aujourd'hui les bagnoles et demain nos salaires ?

La direction ne doute de rien ! Sur le site de Poissy, elle vient de proposer aux salariés, en test, une application d'auto-partage pour qu'ils se prêtent entre eux leurs véhicules perso pour aller en déplacement professionnel. Histoire de ne pas rajouter de nouveaux véhicules de service. De qui se moque-t-on ? Ils sont prêts à tout pour faire des économies ! Et l'application pour que les salariés de PSA s'auto-partagent les bénéfices de PSA, c'est pour quand ?

Saint-Ouen : paroles paroles

Vendredi dernier, lors de l'ouverture des négociations, la direction n'a rien annoncé de nouveau quant au sort des ouvriers de Saint-Ouen en réitérant de vagues promesses de reclassement et en appelant au respect du monologue, pardon « dialogue social ». Beaucoup d'ouvriers ne sont pas dupes : ce lundi, 85 d'entre eux sur un effectif total de 350 salariés se sont réunis en AG suite à ces « annonces ». Non à la fermeture de l'usine de Saint-Ouen !

L'ACEA ou « comment sauver le soldat diesel »

Réélu au poste stratégique de président de l'ACEA, organisation de lobbying réunissant les quinze plus gros constructeurs automobiles européens, notre PDG incarne toute l'hypocrisie du discours ambiant sur la transition écologique. Derrière le verdissement du discours des constructeurs, l'ACEA s'emploie ainsi depuis des années à freiner toutes les normes anti-pollution qui feraient obstacle aux profits. Avec Tavares à sa tête s'ajoute l'ironie de faire passer PSA pour un élève modèle respectant ces normes au rabais.

Tavares, patron modèle ?

Le bilan de notre PDG parle pour lui : 25 000 postes de CDI supprimés depuis sa prise de fonction il y a 3 ans et des dividendes records versés aux actionnaires année après année. De quoi susciter le respect de tous les constructeurs d'Europe et sa réélection à la tête de l'ACEA... mais aussi la colère des salariés ?

S'il a froid, qu'il mette un gilet... Ghosn

Des conditions inhumaines ! C'est comme cela que la presse française rapporte les conditions d'incarcération de Carlos Ghosn au Japon. Rendez-vous compte : trois bols de riz par jour, un vulgaire futon pour dormir et, summum de l'ignominie, il n'a droit qu'à deux douches par semaine. Bon faut dire que ces gens-là confondent Ritz et pénitencier.

Môsieur aurait même si froid qu'il a réclamé des vêtements plus chauds !

À l'insu de son plein gré

Selon un média japonais, Ghosn a expliqué n'avoir pas déclaré une partie de sa rémunération aux autorités boursières (39 millions d'euros en 5 ans), car son conseiller juridique lui avait affirmé que ces revenus, payés après sa retraite, ne devaient pas y figurer. « Je n'ai pas pensé que c'était illégal » a déclaré Ghosn lors de son interrogatoire. On lui aurait donc menti ?

1 flic pour 1 manifestant

Vitrines cassées, pavés qui volent et péages en flammes, les images ont fait le bonheur des chaînes d'info. Pour briser l'élan de sympathie que les Gilets jaunes suscitent dans la population, le gouvernement dénonce les « casseurs » et déploie ses policiers. Mais qu'est-ce qu'une boutique de luxe ou un graffiti par rapport à des fins de mois qu'on ne peut pas boucler ? Ces « violences » sont montées en épingle pour décourager ceux qui voudraient venir manifester et sommer tout le monde à se « désolidariser » du mouvement et à se ranger sagement derrière le gouvernement. Mais beaucoup des Gilets jaunes ne l'entendent pas de cette oreille et sont encore sortis massivement dans la rue samedi dernier.

Des gilets rouges et jaunes chez Renault

Vendredi 30 novembre, 80 salariés de Renault Lardy ont débrayé une heure pour exiger des augmentations de salaire. Difficile pour Renault de dire qu'il n'y a pas d'argent vu ce que Ghosn se met dans les poches. À Cléon, l'usine a été bloquée par des gilets jaunes et des militants CGT. Augmenter les salaires, c'est la meilleure façon de lutter contre la baisse du pouvoir d'achat !

Et chez PSA, 18 milles raisons d'endosser le gilet Jaune !

18 000 c'est en euro, et par jour ! le salaire de notre PDG... tandis que le nôtre est bloqué depuis 2012. La colère légitime qui s'exprime depuis plusieurs semaines sur les ronds points aurait toutes les raisons de s'étendre dans les entreprises dont la nôtre pour revendiquer des augmentations de salaires !

Vendredi 14 décembre, des syndicats appellent à la grève et à manifester pour réclamer une hausse des salaires et des pensions. À Paris, la manifestation partira à 12h30 depuis la place de la République : soyons nombreux au rendez-vous !